



MISSION D'ÉTUDE SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES ET LEURS IMPACTS SUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Relations bilatérales – France et Belgique (*Ad Hoc*)
Bruxelles et Paris
7 au 12 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Marie Montpetit (Maurice-Richard), vice-présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN)
- M. Éric Girard (Lac-Saint-Jean), membre de la CAPERN
- M. Sylvain Roy (Bonaventure), membre de la CAPERN
- Conseiller en relations internationales
- Agent de recherche

CONTEXTE

Le 28 mars 2019, la CAPERN a adopté, à l'unanimité, un mandat d'initiative afin d'examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

Le 9 mai 2019, en séance de travail, la CAPERN a convenu que la Direction des relations interparlementaires et internationales et du protocole (DRIIP) évalue les différentes possibilités d'activités interparlementaires en lien avec le thème du mandat d'initiative afin que ses membres puissent y participer, conformément aux

dispositions du Règlement sur les activités interparlementaires et internationales de l'Assemblée nationale.

La DRIIP a ensuite préparé, en collaboration avec la Délégation générale du Québec à Bruxelles et la Délégation générale du Québec à Paris, un projet de programme portant spécifiquement sur le mandat d'initiative de la CAPERN.

Ce projet de programme ainsi que le principe même de la mission d'étude ont été adoptés par les membres de la CAPERN le 19 septembre 2019.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Acquérir de nouvelles connaissances sur les impacts des pesticides sur la santé et l'environnement en Europe, en Belgique et en France

- La délégation québécoise a pu en apprendre davantage sur les impacts découlant de l'utilisation des pesticides sur la santé et l'environnement en Europe, notamment dans un contexte où l'aménagement du territoire pose de nombreux défis, particulièrement la proximité des zones périurbaines avec les zones rurales.

Étudier la procédure d'approbation des substances actives au niveau européen, de même que les diverses procédures d'autorisation des produits pesticides au niveau fédéral belge et en France.

- Les parlementaires ont pu en connaître davantage sur la procédure d'homologation des substances actives sur le territoire de l'Union européenne, particulièrement **le rôle de l'Autorité européenne de sécurité des aliments** et de l'Agence européenne des produits chimiques, de même que celui des États membres de l'Union européenne chargés de faire l'évaluation du risque.
- Les parlementaires ont pu étudier le rôle spécifique de l'État belge dans la procédure d'autorisation des produits pesticides, de même que ses compétences en vertu des pouvoirs lui étant conférés par la Constitution de la Belgique.
- Les parlementaires ont étudié le rôle spécifique de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) de France en matière d'autorisation des produits pesticides et phytosanitaires sur ce territoire. Les parlementaires ont également pu en savoir davantage sur le rôle de l'ANSES au niveau européen, notamment lorsque la France est vouée à jouer le rôle d'État membre rapporteur lorsqu'une substance active doit être autorisée ou reconduite.

Étudier la réglementation encadrant l'usage des pesticides en France, ainsi qu'en Wallonie et dans la région de Bruxelles-capitale.

- Les parlementaires ont enrichi leurs connaissances sur le plan de la réglementation entourant l'usage des pesticides dans un contexte professionnel ou non-professionnel, en France, en Wallonie et dans la région de Bruxelles-capitale.

S'enquérir des pratiques innovantes mises en œuvre sur le territoire de l'Union européenne, en Belgique et en France

- Les membres de la délégation ont été informés des diverses initiatives visant à réduire l'utilisation des pesticides à l'occasion de rencontres avec des spécialistes du centre de recherche agronomique de Gembloux (Wallonie) et de l'Institut national de recherche agronomique (INRA-France).
- Les parlementaires se sont familiarisés avec les partenariats et réseaux visant la réduction de l'utilisation des pesticides sur le territoire européen, notamment le Partenariat européen pour l'agriculture et l'innovation (EIP-AGRI) et le Réseau français de Démonstration, Expérimentation et Production de références sur les systèmes économes en phytosanitaires (DÉPHY).
- À l'occasion de visites terrain, les membres de la délégation ont constaté la mise en œuvre concrète d'initiatives découlant du Réseau DÉPHY en France, dans les domaines spécifiques de l'arboriculture et de la viticulture. Notons que ces deux domaines posent de nombreux défis en matière de réduction de l'utilisation des pesticides.

Recueillir des informations sur le rôle et l'indépendance de la recherche en Europe

- Les parlementaires ont pu évaluer et étudier le **rôle de la recherche dans l'autorisation des produits pesticides** tant au niveau européen que des États membres.
- Les membres de la délégation en ont appris davantage sur la **disponibilité des données** de recherches, de même que sur le rôle relatif des chercheurs indépendants et de ceux de l'industrie.
- Les parlementaires participants se sont entretenus avec une ancienne membre de la Commission spéciale sur la **procédure d'autorisation des pesticides** par l'Union européenne (Commission PEST).

S'enquérir des initiatives législatives en matière de réglementation des pesticides en Europe, en Belgique et France

- **Les parlementaires québécois ont échangé avec des parlementaires** afin de s'enquérir de leurs impressions sur le débat entourant l'utilisation des pesticides. À l'occasion de ces rencontres, les parlementaires québécois ont

également pu en connaître davantage sur les diverses lois en vigueur ou en vue d'être adoptées sur ces territoires.

- À l'occasion d'un entretien avec deux co-rapporteurs de la mission d'information commune sur le suivi de la stratégie de sortie du glyphosate à l'Assemblée nationale de France, les parlementaires québécois ont été informés du contexte ayant mené à l'adoption d'une loi prescrivant l'interdiction du glyphosate dans ce pays d'ici 2021.
- Les informations recueillies tout au long de la mission contribueront à la formulation de recommandations dans le rapport final du mandat d'initiative.

STATISTIQUES



SUIVIS

Une section du rapport final de la CAPERN portant sur le mandat d'initiative sera consacrée à la mission d'étude effectuée en Europe.

Les présentations et les documents recueillis durant la mission ont été transmis à l'ensemble des membres de la CAPERN.

Ce rapport a été approuvé par les participants.

DÉPENSES (À VENIR)
